



## Économie et emploi

# Conseil en politique économique pour un développement durable

### L'enjeu

La crise financière et économique internationale de ces dernières années a clairement montré quels étaient les risques et limites d'une globalisation croissante de l'économie mondiale. Aussi, pour nombre de gouvernements, la conception et le réaménagement de la politique économique nationale sont devenus des tâches de plus en plus importantes. L'objectif est de mettre en place une politique économique qui à la fois maintient la stabilité macroéconomique, favorise la croissance et intègre une dimension sociale et écologique s'inscrivant dans une perspective de durabilité. Les défis à relever par une telle politique économique varient en fonction du niveau de revenu des pays : dans les pays à faibles revenus, la mise à disposition de services publics, la promotion d'une croissance inclusive et la lutte contre la pauvreté extrême restent prioritaires. Pour les pays à revenus moyens en revanche, l'intégration à l'économie internationale, la modernisation de l'économie et la transformation structurelle sont des aspects qui gagnent chaque jour en importance. Les pays émergents doivent avant tout maîtriser les problèmes sociaux et écologiques engendrés par la croissance alors que les pays en transition se trouvent avant tout confrontés à des questions de système économique et de cadre réglementaire. Les économies riches en matières premières enfin doivent garantir une bonne gouvernance et veiller à ce que l'exploitation du potentiel du secteur des matières premières renforce le développement, la diversification et l'inclusivité.

Dans tous les types de pays, l'élément central d'une politique économique moderne consiste à **promouvoir des conditions générales** favorables au secteur privé. En effet, sur un marché qui fonctionne bien, l'initiative et l'action entrepreneuriale ont des incidences bénéfiques sur l'emploi et la croissance. Dans un contexte général propice, c'est surtout l'augmentation de l'emploi qui contribue également à améliorer le pouvoir d'achat de la population pauvre.

### Notre approche

Les projets de conseil en politique économique sont principalement mis en œuvre sur mandat du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Nous intervenons cependant aussi à la demande d'autres ministères allemands et de clients internationaux.

Dans le souci de répondre au défi que pose le développement économique dans les pays en développement et émergents d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe, nous conseillons les états, et ce principalement au niveau national, mais également au niveau local, régional et supranational. Les transformations structurelles amorcées peuvent ainsi avoir des incidences de long terme. Pour être inclusive, la croissance économique a besoin d'un cadre juridique orienté vers l'économie de marché, des institutions réglementées agissant de façon responsable ainsi que d'administrations fonctionnant de façon fiable. Nos conseils s'appuient sur le modèle de **l'économie de marché à dimension sociale et écologique**, qui est également celui appliqué en Allemagne. Des domaines essentiels de la politique économique et financière doivent en outre être aménagés de façon à créer les incitations nécessaires. Des recettes (fiscales) assurées offrent aux pouvoirs publics la marge de manœuvre nécessaire à l'action sociale.

Nous associons le conseil politique et législatif à des conseils en matière d'organisation et de processus ainsi qu'à une assistance technique, à des offres de formation initiale et continue destinées aux cadres techniques et de direction. Nous recourons pour ce faire à différents moyens d'intervention tels que des experts en mission de longue et de courte durée, des formations continues ou l'apprentissage par les pairs (*Peer-to-Peer-Learning*).

### Nos prestations

Les prestations que nous offrons s'inscrivent en appui du développement et de la transformation économiques, optimisent les politiques individuelles et créent les conditions



nécessaires à une mise en œuvre professionnelle des politiques et stratégies.

- Nous offrons des conseils pour la planification, la définition du contenu et la mise en œuvre de stratégies nationales de développement visant à **garantir une croissance inclusive et à réduire la pauvreté**. L'enjeu consiste avant tout à mettre sur pied et à améliorer le système national de planification du développement, à concevoir et à aménager le processus de planification sur une base participative, à orienter l'action politique vers des objectifs mesurables, à répondre à d'autres questions concernant le suivi et l'évaluation ainsi qu'à soutenir la mise en œuvre des stratégies par le biais du budget public. Ces questions revêtent un intérêt particulier pour les **pays à faibles revenus**.
- Dans nos **pays partenaires à revenus moyens**, nous mettons en priorité l'accent sur une politique structurelle et industrielle active ainsi que sur le développement du secteur privé. Nous conseillons nos partenaires en vue de leur intégration au marché mondial, notamment dans les domaines de la politique du commerce extérieur, les négociations sur la politique commerciale internationale, la mise en œuvre de conventions commerciales internationales et l'organisation de l'intégration économique régionale.
- Nous conseillons plus particulièrement les **pays émergents** sur les systèmes de sécurité sociale, leur financement et leur suivi ainsi que sur la transition vers une économie à dimension écologique (économie verte), ce qui inclut les questions de politique environnementale. Au travers d'un pilotage ciblé des investissements et des innovations, les taxes écologiques peuvent en effet contribuer à accroître la compétitivité à long terme de l'économie nationale.
- Dans les **économies riches en matières premières**, nous conseillons nos partenaires afin de les aider à organiser et à promouvoir de façon efficace le secteur des matières premières ainsi qu'à exploiter sa dynamique économique. La répartition juste et équitable des recettes est prise en compte au même titre que les investissements publics et la diversification de la structure économique.

Éditeur

Deutsche Gesellschaft für  
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la société  
Bonn et Eschborn,  
Allemagne  
Situation décembre 2014

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
65760 Eschborn  
Allemagne  
T +49 61 96 79-0  
F +49 61 96 79-11 15  
E [info@giz.de](mailto:info@giz.de)  
I [www.giz.de](http://www.giz.de)

## Vos avantages

Les approches adoptées dans le domaine du conseil en politique économique ont efficacement contribué à stabiliser et stimuler le développement économique dans nos pays partenaires. La promotion ciblée d'innovations écologiques, par exemple, se traduit par la création d'emplois supplémentaires. Grâce à des systèmes d'assurance sociale durables, la demande sur le marché intérieur est renforcée et les disparités sociales s'atténuent. La création de conditions plus favorables à l'activité du secteur privé maintient les emplois ou en génère de nouveaux et peut ainsi contribuer à réduire la pauvreté. Les conseils en matière de réforme s'inspirent du modèle de l'économie de marché à dimension sociale et écologique et s'insèrent dans les efforts déployés à l'échelon mondial pour réaménager la politique économique. Les trois dimensions du développement durable (économique, sociale et écologique) sont ainsi au centre de tous les efforts.

## Un exemple concret

Le Viêt Nam est membre de l'Organisation Mondiale du Commerce depuis 2006. Le renforcement de l'intégration du pays dans l'économie mondiale compte depuis lors parmi les défis majeurs de la politique économique nationale. Sur mandat du BMZ, nous soutenons le Viêt Nam par l'appui à un groupe de réflexion chargé de conseiller le gouvernement sur les prévisions en matière de politique économique et sur l'évaluation des conséquences des politiques. Cela permet de formuler des stratégies politiques sur mesure et, en même temps, de renforcer les compétences locales. Les conseils dispensés en vue de l'introduction d'une taxe environnementale sont également prometteurs, la dimension écologique de la croissance étant l'autre grand défi auquel le Viêt Nam se trouve confronté. Sur la base du modèle allemand, le pays économise entre 2 et 7 % de ses émissions annuelles de CO<sub>2</sub>, générant ainsi jusqu'à 1,5 milliard d'euros supplémentaires de recettes fiscales par année, ce qui profite à l'État, à l'environnement, à l'économie et à la société.

## Contact

Dr. Max Büge  
E [max.buege@giz.de](mailto:max.buege@giz.de)  
T +49 6196 79-1313  
I [www.giz.de/de/leistungen/256.html](http://www.giz.de/de/leistungen/256.html)